



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 20 NOVEMBRE 2023

Conseillers en exercice : 45

Votants : 45

Convocation du Conseil municipal :
le 14/11/2023

Publication :
le 24/11/2023

Délibération n° D-2023-397

Adhésion à l'association Française d'éclairage

Président :

Monsieur Jérôme BALOGE

Présents :

Monsieur Jérôme BALOGE, Monsieur Dominique SIX, Madame Rose-Marie NIETO, Monsieur Michel PAILLEY, Monsieur Nicolas VIDEAU, Madame Jeanine BARBOTIN, Monsieur Lucien-Jean LAHOUSSE, Madame Anne-Lydie LARRIBAU, Monsieur Elmano MARTINS, Madame Florence VILLES, Monsieur Philippe TERRASSIN, Madame Valérie VOLLAND, Monsieur Thibault HEBRARD, Madame Marie-Paule MILLASSEAU, Monsieur Gerard LEFEVRE, Monsieur Eric PERSAIS, Monsieur Guillaume JUIN, Madame Aline DI MEGLIO, Madame Sophie BOUTRIT, Monsieur Florent SIMMONET, Monsieur Hervé GERARD, Madame Aurore NADAL, Monsieur François GUYON, Madame Stéphanie ANTIGNY, Madame Yamina BOUDAHMANI, Monsieur Karl BRETEAU, Monsieur Romain DUPEYROU, Madame Noélie FERREIRA, Monsieur Nicolas ROBIN, Madame Mélina TACHE, Madame Fatima PEREIRA, Madame Ségolène BARDET, Monsieur Baptiste DAVID, Monsieur François GIBERT, Madame Véronique BONNET-LECLERC, Madame Cathy GIRARDIN, Monsieur Sébastien MATHIEU, Madame Elsa FORTAGE, Madame Véronique ROUILLE-SURAUULT, Monsieur Hugo PASQUET--MAULINARD, Madame Julia FALSE.

Secrétaire de séance : Sophie BOUTRIT

Excusés ayant donné pouvoir :

Madame Christelle CHASSAGNE, ayant donné pouvoir à Monsieur Nicolas VIDEAU, Madame Lydia ZANATTA, ayant donné pouvoir à Madame Aurore NADAL, Madame Yvonne VACKER, ayant donné pouvoir à Madame Yamina BOUDAHMANI, Monsieur Bastien MARCHIVE, ayant donné pouvoir à Madame Jeanine BARBOTIN

Direction de la Commande Publique et Logistique

Adhésion à l'association Française d'éclairage

Monsieur Michel PAILLEY, Adjoint au Maire expose :

Mesdames et Messieurs,

La Ville de Niort souhaite adhérer en 2024 à l'Association Française d'éclairage (AFE).

L'AFE fédère les acteurs de l'éclairage dans un réseau de compétences qui participe à la régulation de l'éclairage et l'échange de pratique et de problématiques.

L'adhésion à l'AFE permet d'accéder aux veilles technologiques et normatives pour permettre à Niort de rester exemplaire en éclairage public dans le cadre des politiques NIORT DURABLE 2030 et Cap'énergie.

Il est proposé d'adhérer à cette association afin de bénéficier de ses services.

Le montant de la cotisation 2024 est de 257 €.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver les statuts de l'association AFE ;
- autoriser l'adhésion de la Ville de Niort à cette association à compter de 2024 ;
- désigner le Directeur de l'Espace Public pour représenter la Ville de Niort ;
- autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette adhésion et en verser chaque année la cotisation annuelle à compter de 2024.

**LE CONSEIL
ADOpte**

Pour :	45
Contre :	0
Abstention :	0
Non participé :	0
Excusé :	0

Le Secrétaire de séance

Le Président de séance

Sophie BOUTRIT

Jérôme BALOGÉ

STATUTS DE L'ASSOCIATION FRANCAISE DE L'ECLAIRAGE
(Texte adopté en Assemblée générale extraordinaire le 10 mars 2022)

ARTICLE 1 - NOM

Association française de l'éclairage (AFE)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, elle a été fondée en 1930, sous le nom initial de « Association française des ingénieurs éclairagistes »

ARTICLE 2 - OBJET

L'association, de par sa légitime raison d'exister, est indépendante et objective.

Cette association a pour objet :

- 1°) de favoriser, dans tous les domaines et savoirs, les relations entre toutes les personnes et les organismes qui, sur le plan scientifique, technique, industriel, social, sécuritaire, écologique, médical ou artistique s'intéressent aux problèmes, à l'utilisation et au traitement de la lumière, de la vision et de l'éclairage en général.
- 2°) de susciter, suivre et promouvoir toutes recherches ou actions concernant les domaines cités à l'alinéa précédent,
- 3°) de diffuser la meilleure connaissance de l'éclairage, de concourir et de participer au développement des formations, des enseignements relatifs à l'éclairage et à tout ce qui s'y rattache,
- 4°) de rassembler et faire connaître les données de référence en matière d'éclairage, de formuler des avis et prendre des positions sur les sujets d'actualité,
- 5°) de favoriser l'échange de connaissances et de savoirs en matière d'éclairage notamment avec des organismes poursuivant des objectifs similaires,
- 6°) de développer des activités de veille technologique, de réglementation, de normalisation, etc. qui sont incontournables pour l'atteinte des buts de l'AFE. Elle a, par ailleurs, vocation à représenter la France dans les comités de normalisation européens (AFNOR et CEN) et mondiaux (CIE / ISO). Elle participe à l'élaboration des normes françaises, européennes et internationales. Elle collabore en France à la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique, de transition énergétique et de protection de l'environnement,
- 7°) d'accroître et de développer le niveau de culture, les connaissances et la perception de l'éclairage en France et dans les pays francophones, générant une pratique de qualité,
- 8°) de participer aux débats scientifiques et techniques avec le législateur, avec lequel elle se doit de communiquer,
- 9°) de pouvoir prendre des participations dans des sociétés qui participent aux mêmes objectifs.

L'Association exerce également une activité commerciale régulière de vente de biens et/ou de services destinée à réaliser son objet.

ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Paris 16^e – Espace Hamelin – 17, rue de l'Amiral Hamelin

Il pourra être transféré en tout lieu de l'Île de France par décision du Conseil d'administration et partout ailleurs par décision de l'Assemblée générale, à la majorité des membres présents ou représentés, sur proposition du Conseil d'administration.

Article 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 5 - COMPOSITION

L'association se compose de :

- Membres d'honneur
- Partenaires
- Membres actifs, adhérents en qualité de personnes physiques ou de personnes morales ayant désigné son représentant

Voir le règlement intérieur (article 1) pour la définition de chaque catégorie.

ARTICLE 6 - ACTIVITES

L'association se propose d'atteindre les buts qu'elle s'est fixés par :

1°) l'organisation et la commercialisation de conférences, de groupes de travail, de visites et journées d'études, l'attribution de récompenses ou prix à des travaux (tels que inventions ou mises en œuvre techniques ou scientifiques relatives à l'éclairage),

2°) l'animation et le regroupement de membres ou commissions d'études ou de recherches relatifs à l'objet défini à l'article 1.

3°) la rédaction et la commercialisation de revues, documents et recommandations résultant de l'activité de l'association et relatifs à la lumière, à la vision et à l'éclairage en général,

4°) l'élaboration et la commercialisation de programmes de formation continue et professionnelle

5°) l'implantation de Centres régionaux qui constituent des délégations de l'association sans personnalité juridique, mais qui développent et relaient, au niveau des régions, les actions de l'AFE afin d'élargir l'audience de l'association, de renforcer les liens entre ses membres et de favoriser les échanges avec toute autre entité intéressée par l'expertise de l'AFE.

ARTICLE 7 - ADMISSION

L'association est ouverte, sans condition ni distinction, aux personnes (physiques ou morales) soumises à une cotisation annuelle en accord avec l'objet de l'association tel que défini dans l'article 2 des présents statuts, sans intérêt politique, commercial ou partisan.

ARTICLE 8 - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

- La démission ;
- Le décès ;

- La radiation :
 - o Pour non-paiement de la cotisation
 - o Pour motif grave. Dans ce cas, la radiation est prononcée par le Conseil d'administration, sur proposition du Bureau.

ARTICLE 9 - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent le montant des droits d'entrée et des cotisations, les subventions versées dans le cadre des partenariats, les donations, les dotations reçues, les contributions de soutien apportées par un ou plusieurs de ses membres, les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales. Elles comprennent également les produits de l'activité commerciale de l'Association, c'est-à-dire les recettes issues des ventes de produits et/ou de services effectuées par l'Association en vue de réaliser son objet social. Plus généralement, les ressources de l'Association se composent de toutes celles autorisées par la loi et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils soient, à jour de leur cotisation.

Elle se réunit chaque année au cours du 1^{er} semestre.

Trois semaines au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le président, assisté des membres du Bureau, préside l'Assemblée et expose la situation morale et l'activité annuelle de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) et le budget de l'exercice suivant à l'approbation de l'Assemblée.

L'Assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles à verser par les différentes catégories de membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du Conseil d'administration (voir article 12 des présents statuts).

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du Conseil.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

Si le rapport et les comptes présentés par le Conseil ne sont pas approuvés, de même si le budget n'est pas adopté lors de la première Assemblée convoquée, il est procédé à la convocation d'une deuxième Assemblée, dans le mois qui suit la première Assemblée, délibérant à la même majorité des membres présents ou représentés.

ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une Assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution de l'association.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'Assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Au cas où cette majorité ne serait pas recueillie lors de la première Assemblée, une deuxième Assemblée générale extraordinaire sera convoquée dans le mois qui suit ; cette deuxième Assemblée générale extraordinaire délibérant à la majorité simple des membres présents.

ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de membres de droit et de 21 membres élus.

Les membres de droit sont :

- Les présidents d'honneur,
- Les anciens présidents restés membres de l'association,
- Les présidents des Centres régionaux,
- Le président du comité CIE-FRANCE,
- Le président du Collège santé,
- Les représentants des partenaires stratégiques.

Les 21 membres sont élus au scrutin secret, pour trois ans, et renouvelés par tiers tous les ans, par l'Assemblée générale convoquée entre autres, à cet effet.

Les membres sortants sont rééligibles une fois.

Ils pourront se représenter à l'élection, au-delà de ces 6 ans, sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se réunit plusieurs fois dans l'année, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Un membre titulaire du Conseil d'administration absent et excusé peut donner un mandat à un autre membre titulaire présent de voter en son nom. Celui-ci ne pourra être porteur de plus de deux pouvoirs.

Les votes du Conseil sont acquis à la majorité simple des membres présents ou représentés du Conseil ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres de l'association, siégeant au Conseil d'administration ne peuvent être rémunérés pour les fonctions ou responsabilités qui leur sont confiées au sein de celui-ci.

Toutefois, un administrateur peut percevoir une rémunération au titre d'une activité distincte de ses fonctions d'administrateur, exercée au sein de l'association et sous la subordination de celle-ci.

Tout membre du Conseil qui, non excusé, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

En cas de vacances de postes de membres élus, le Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement à leur remplacement. Il est procédé au remplacement définitif lors de l'Assemblée générale suivante. Le mandat des membres élus lors de cette Assemblée prenant fin à la date prévue pour le mandat d'origine du membre ainsi remplacé.

Le Conseil d'administration peut désigner un commissaire aux comptes.

ARTICLE 13 – LE BUREAU

Tous les 3 ans, le Conseil nouvellement désigné procède, en son sein, à l'élection du Bureau et de sa composition :

- Un président,
- 6 vice-présidents, dont un premier vice-président,
- Un secrétaire,

- Un trésorier,
- Un conseiller technique.

L'élection du Bureau se fait à la majorité qualifiée des 2/3 des membres du Conseil présents ou représentés. Le mandat de membre du Bureau est de trois ans, renouvelable une fois. Aucun membre du Bureau ne peut y exercer des fonctions plus de six années consécutives, à l'exception des membres de droit du Conseil d'administration élus au Bureau.

Le Conseil d'administration peut prolonger annuellement après chaque Assemblée générale le mandat d'un ou plusieurs membres du Bureau, au-delà de ces 6 années et pour une période de 3 ans maximum, si des circonstances particulières et exceptionnelles l'exigent.

Au moins un des membres du Bureau doit être choisi parmi les présidents des Centres Régionaux. Les présidents d'honneur sont invités de manière permanente aux réunions du Bureau.

Le Bureau prépare et met en œuvre les décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

ARTICLE 14 - REGLEMENT INTERIEUR

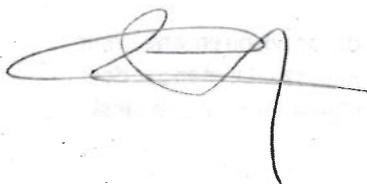
Un règlement intérieur est établi et approuvé par le Conseil d'administration. Ce règlement est destiné à définir et à préciser les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait aux adhésions et à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 15 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 11, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif ou à une association ayant des buts similaires conformément aux décisions de l'Assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

« Fait à Paris, le 10 mars 2022 »

Gaël OBEIN
Président



Gérard LESAGE
Vice-Président

